



Les Carnets des Dialogues du Matin

ALEXANDRE ADLER

L'avenir de la nouvelle Russie

Les Carnets des Dialogues du Matin

ALEXANDRE ADLER

L'avenir de la nouvelle Russie

ÉTÉ 2014

Sommaire

Avant-propos p. 5
Dominique Lecourt

L'avenir de la
nouvelle Russie p. 7
Alexandre Adler

Débat p. 23

Les publications
de l'Institut Diderot p. 41

Avant-propos

Voici rédigée à chaud par Alexandre Alder une conférence sur « l’Avenir de la nouvelle Russie » qui a suscité l’enthousiasme d’un public choisi. Adossé à une impressionnante connaissance historique de son sujet, l’orateur n’esquive aucun des aspects de la « crise ukrainienne » qui est venue donner à son propos une très brûlante actualité. Il analyse, il juge et prend position. Pour analyser, il fallait lever quelques obstacles enracinés dans de solides ignorances et de vieux préjugés. L’Ukraine, c’est le cœur de la Russie, la nation ukrainienne n’existe pas, pas plus qu’une supposée identité linguistique ou religieuse véritablement propre. L’Ukraine a partagé toutes les épreuves historiques du peuple russe. Il est donc faux de voir soudain ce pays comme un repaire de nazis et de nationalistes selon l’opinion qu’on insinue de Moscou. Au demeurant, le peuple ukrainien n’est pas spécialement antisémite. Le schéma hitlérien auquel on a recours à l’Ouest pour penser la situation actuelle est trompeur.

Alexandre Adler le souligne à plusieurs reprises : c’est de la capacité de l’Europe à nouer des liens positifs avec la Russie, « puissance européenne » comme le rappelait Diderot en son temps, que dépend l’avenir des uns et des autres. Face aux islamistes virulents, nous avons les mêmes intérêts que la Russie. Laissons-là « l’obsession Poutine », attachons-nous donc à des projets communs con-

crets comme la ré-industrialisation de nos pays, imaginons une véritable normalisation des rapports entre la Russie et l'Europe. C'est la face du monde qui pourra s'éclairer d'un jour nouveau, en Europe d'abord, mais en Syrie aussi et dans tout le Moyen-Orient. Les responsables politiques et économiques des États-Unis le savent bien, et le redoutent. Ils y perdraient leur hégémonie mondiale.

L'Union Soviétique est désormais bien loin de nous ! Il serait grave de donner à la Russie de demain le sentiment que, après un quart de siècle, nous ne nous en sommes pas encore aperçus...

Dominique Lecourt
Directeur général de l'Institut Diderot

L'avenir de la nouvelle Russie

INTRODUCTION

Lorsque ce sujet m'a été proposé, il avait encore un caractère semi-académique. Il est devenu depuis d'une brûlante actualité.

La question ukrainienne est depuis longtemps une pomme de discorde avec la Russie, et une source de déstabilisation. L'Ukraine, c'est le cœur de la Russie, et les russes n'admettront jamais l'idée d'une Ukraine indépendante, encore moins d'une Ukraine dont la politique étrangère serait dirigée contre eux.

Les événements récents étaient néanmoins imprévus. Car les russes étaient jusqu'à présent très réticents à soulever le problème ukrainien, précisément parce qu'il s'agit pour eux d'un problème majeur. Comme Gambetta au sujet de l'Alsace-Lorraine, l'attitude des russes concernant l'Ukraine avait été jusqu'à aujourd'hui d'y penser toujours, et de n'en parler jamais.

Nous avons maintenant atteint la fin d'une époque. Il va falloir désormais trouver non seulement un statut

désinitif à l'Ukraine, mais aussi un statut évolutif pour la Russie. Ce second point est essentiel pour sortir de la crise que nous connaissons actuellement. Or il est évident que l'Europe occidentale n'y a pas suffisamment réfléchi, ou plutôt n'a pas réussi à unifier ses points de vue. D'un côté, des pays comme la Pologne cherchent à écarter la Russie. De l'autre, des hommes comme Gerhard Schröder, qui en a peut-être fait beaucoup en allant en pleine crise ukrainienne porter des toasts à Poutine pour son anniversaire, ont une vision très lucide de la Russie, et veulent l'arrimer à l'Europe. Il ne s'agit pas ici de faire le procès de la politique polonaise, d'autant plus que ce nouveau membre de l'Union européenne représente incontestablement un modèle : son entrée dans l'Union européenne lui a été très bénéfique, et les Ukrainiens le voient. Il n'empêche : l'Europe doit considérer la Russie comme un partenaire, non comme un adversaire. Les complémentarités économiques, par exemple, sont très importantes. Le point de vue de Schröder, administrateur à la fois chez Gazprom et Ruhrgas, est partagé par de nombreux présidents de grandes sociétés : il faut arriver à rétablir progressivement un grand ensemble qui associe Russie et Europe. Encore faut-il pour cela que les stratégies au niveau européen soient coordonnées et fondées sur une appréciation correcte de la Russie actuelle. Je dirai donc pour commencer quelques mots de la crise ukrainienne, qui illustre à la fois les aspirations qui secouent les anciens pays de l'Union soviétique et les errements de la politique étrangère européenne. J'essaierai ensuite de défendre l'idée que, malgré ses propres dérives nationalistes, qui résultent en partie

de notre propre attitude, nous devrions, au lieu de la voir comme un ennemi, construire un avenir commun avec la Russie.

I. LA CRISE UKRAINIENNE

A. Des revendications démocratiques plutôt que nationalistes

A écouter les médias russes, l'Ukraine serait devenue la proie des nationalistes et des nazis. C'est faux, et d'ailleurs Svoboda et le « secteur de la droite » additionnés n'ont réalisé que 2 % des suffrages aux dernières élections. En vérité, la majorité des jeunes qui sont sortis dans la rue à Kiev regardent vers la Pologne, pas vers les années 1940. Les Ukrainiens veulent tout simplement bénéficier de libertés publiques et d'un Etat fiable, qui ne les rançonne pas, qui ne soit pas aux mains d'une bande d'oligarques plus libres qu'ils ne l'ont jamais été en Russie. Le problème ukrainien est donc avant tout une question de démocratie, pas d'indépendance nationale. Si la Russie avait une attitude constructive à l'égard de cette identité ukrainienne, qui à mes yeux n'est qu'une identité semi-nationale, elle arriverait à de bien meilleurs résultats que par la manière forte, qui révèle en réalité sa faiblesse plus que sa résolution.

B. Les erreurs de l'Union européenne

Deux schémas nous hantent, hérités du XX^e siècle. Le premier est celui d'un sou mégalomane qui engage l'Allemagne dans une guerre de conquête

et qui délibérément, d'étape en étape, crée une situation qui rend la guerre inévitable, parce qu'il la veut. C'est Hitler, et les partisans de l'apaisement avaient fait l'hypothèse, insoutenable à son sujet, que l'on pouvait jouer avec lui le jeu de la diplomatie classique. L'autre schéma, c'est celui de Sarajevo en 1914 : face à une crise qui leur explose au visage, les gouvernements manifestent une telle incomptance, une telle incompréhension de l'autre, que la machine infernale se met en place.

Fort heureusement, nous n'en sommes pas là. Les dirigeants actuels de l'Europe sont parfois médiocres, mais ils ne sont ni mégalomanes ni complètement aveugles, et de Moscou à Paris en passant par Varsovie et Berlin, les forces de freinage sont à l'œuvre pour aboutir à un début de compromis, qui permettra d'avancer. Le problème n'en reste pas moins entier, et nous avons fait de graves erreurs. Je voudrais en dire quelques mots ici en précisant tout de suite que nous ne sommes pas les seuls à avoir commis des fautes.

Il y a encore quelques années, au moment de la crise irakienne, la France, l'Allemagne et la Russie avaient agi de concert. Trois puissances moyennes, en s'associant, avaient réussi à constituer un pôle indépendant à l'échelle mondiale, qui avait les moyens de se faire entendre. C'était l'ambition de Jacques Chirac et de Gerhard Schröder, et Poutine avait tout de suite répondu favorablement à cette ambition stratégique.

Tout cela s'est défait. Non pas, comme le croient les

russes, en raison de complots américains incessants. Les Etats-Unis n'ont jamais été aussi indifférents à ce qui se passe en Europe, ils ne nous ont jamais autant laissé les coudées franches. Il ne faut pas se laisser abuser par l'attitude d'Obama à l'égard de Poutine. Le grand objectif d'Obama, c'est la conclusion d'un accord définitif avec l'Iran. Il ne peut donc pas se permettre d'être accommodant avec Vladimir Poutine, alors qu'il doit déjà faire accepter aux sénateurs américains un accord c'est-à-dire un compromis avec l'Iran. Il lui faut donner l'impression d'adopter une ligne dure, sans pour autant chercher à freiner l'escalade : les sanctions américaines sont en réalité très faibles encore.

L'Europe a donc eu les coudées franches, mais a été incapable d'en profiter. Car depuis la crise financière de 2008 et les attaques contre l'euro, il n'y a plus de diplomatie européenne. Il a fallu éteindre les foyers d'incendie, les gouvernements avaient leur attention attirée ailleurs, et la cohésion européenne s'est fortement affaiblie.

L'une des conséquences les plus graves de cette absence de politique étrangère européenne a été l'acceptation du projet d'association avec l'Ukraine. Il faut rappeler, tout d'abord, que la question ne s'est au départ pas posée pour les Ukrainiens, qui n'étaient pas tous preneurs, d'autant moins que le président Ianoukovitch, régulièrement élu, était notoirement pro-russe. Le problème au départ s'est posé avec la Moldavie : une partie importante de la population moldave, actuellement une des plus pauvres d'Europe, souhaite prendre des passeports

roumains, ce qui lui permettrait d'être annexée juridiquement à l'Europe. Pour éviter cela, Bruxelles a estimé qu'il était nécessaire d'organiser une entrée progressive de la Moldavie dans l'Union européenne, à travers une association voulue par la Roumanie. Dans la foulée, le projet est étendu à la Géorgie. C'est à ce moment que s'est posée la question de l'Ukraine. Il y a bien entendu tout un parti en Ukraine favorable à un rapprochement avec l'Union européenne, pour des raisons d'ailleurs parfaitement légitimes, et il y a, de plus, deux Etats dans l'Union européenne qui considèrent ce rapprochement comme vital pour leur sécurité : la Pologne et la Lituanie. On a alors laissé à ces deux Etats le soin de mener les négociations avec les Ukrainiens, de façon irréfléchie et beaucoup trop précipitée.

Les griefs de Moscou, sur ce point, sont relativement fondés, d'autant plus que cela s'est fait avec le soutien aux Etats-Unis d'un lobby pro-ukrainien, et en fait anti-russe, très présent dans les services secrets et plusieurs organisations non gouvernementales. L'Ukraine a ainsi fait une demande d'adhésion à l'OTAN, ce qui n'a pu être interprété par les russes que comme une provocation inacceptable. Certes, les diplomatises françaises et allemandes ont fait savoir qu'elles mettraient leur veto à une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Mais cela a suffi à éveiller des réactions très violentes chez les russes. Et cette demande d'adhésion n'ayant toujours pas été formellement rejetée, la substitution d'un accord de coopération à cette demande n'a pu que consolider les craintes des russes même les plus modérés et non pas des seuls extrémistes qui, eux, ne rêvent

que d'en découdre avec l'Europe, et n'ont pas besoin d'aide extérieure pour délivrer un projet dit eurasiatique. Mais ceux qui auraient préféré aboutir à un compromis à l'échelle européenne et au rang desquels je compte, malgré tout, Vladimir Poutine, ont été littéralement pris de court par les événements.

Cette situation a, de plus, été aggravée par l'absence de proposition, au même moment, visant à associer la Russie à l'Union européenne. Les choses auraient probablement pris un autre tour si les pays membres de l'Union européenne s'étaient mis d'accord pour nouer un partenariat avec l'Ukraine et la Russie. Au lieu de cela, c'est la position polonaise la plus extrême qui a prévalu, consistant à vouloir intégrer l'Ukraine à l'Europe et à rejeter la Russie. Quand on fait cela, il ne faut pas s'étonner des conséquences.

C. L'identité ukrainienne

La politique suivie par l'Union européenne est d'autant plus absurde que la nation ukrainienne, à mes yeux, n'existe pas. Il a certes existé des embryons de puissance étatique en Ukraine à chaque fois que la Russie a été faible, notamment au début du XVIII^e siècle. Il y a eu aussi un mouvement nationaliste et politique ukrainien pendant le XIX^e siècle. Mais tout cela ne suffit pas à créer une nation.

Il y a certes la question de la langue. Mais celle-ci est très peu parlée, elle est parfaitement compréhensible pour tous les russes, et les Ukrainiens eux-mêmes se servent du russe, la plupart du temps et surtout

à l'écrit. L'identité linguistique ukrainienne est une plaisanterie.

On peut bien évidemment rétorquer que les Irlandais ne pratiquent pas pour la plupart le gaélique, et sont aussi anglophones que les anglais, sans pour autant se sentir britanniques. Mais il n'y a pas non plus de division religieuse véritable entre ukrainiens et russes : l'Eglise orthodoxe domine dans les deux pays, avec certes deux patriarchats aujourd'hui distincts, mais absolument rien de semblable à l'antagonisme entre Croates et Serbes qui a conduit à la tragédie que nous connaissons.

Enfin et c'est ce qui rend la propagande des médias russes insupportable les Ukrainiens ont dans leur ensemble partagé toutes les épreuves du peuple russe, à tel point qu'on ne les considérait pas comme un autre peuple avant les années 1990. Insulter les Ukrainiens jour après jour en les traitant de fascistes tout en acclamant Marine Le Pen lors de son passage à Moscou, ce n'est pas seulement créer en retour un sentiment national ukrainien qui auparavant ne cherchait pas particulièrement à s'exprimer. C'est aussi oublier que les familles ukrainiennes ont compté autant de morts durant la Seconde Guerre mondiale que les familles russes ; c'est oublier qu'à Kiev, Dniepropetrovsk, Odessa, on s'est battu dès le début contre les Allemands avec autant d'énergie qu'à Stalingrad ; c'est oublier que les Ukrainiens ont lutté comme les autres, comme soldats ou partisans ; c'est oublier enfin la contribution des maréchaux d'origine ukrainienne à la victoire, Ieremenko, le vainqueur véritable de Stalingrad avec Tchouïkov,

ou Timochenko par exemple. Les Ukrainiens n'ont absolument pas à avoir honte de leur histoire, et il est irresponsable de les mettre dans une position intenable qui crée des blessures là où celles-ci n'existaient pas.

Il y a certes le cas de l'Ukraine occidentale, qui a connu une vie indépendante, tout d'abord dans le royaume de Pologne, puis dans l'Empire austro-hongrois. Cette partie de l'Ukraine a par conséquent une culture différente du reste du pays. Elle a connu des libertés publiques plus grandes, et la langue ukrainienne, en raison d'une réelle volonté de la restaurer, y a toujours joué un rôle beaucoup plus grand. Sur le plan religieux, la Pologne a poussé sans ménagement à la scission par la création d'une Eglise Uniate en 1596, soutenue ensuite par l'Empire Autrichien, sous Marie-Thérèse et Joseph II. L'Ukraine occidentale n'a ainsi participé à aucun des temps forts de l'histoire russe, jusqu'en 1945. Le problème est qu'en raison de cet héritage, des hommes venus de cette partie de l'Ukraine ont choisi de combattre à partir de 1941 avec l'Allemagne. Des ukrainiens occidentaux ont donc servi dans la SS, dans les camps de concentration, dans des unités collaborationnistes. On les retrouve ensuite, pendant la guerre froide, aux côtés de la CIA et du groupe ouest-allemand Gehlen, avec leur chef Stepan Bandera. Mais ces hommes ne sont pas représentatifs de l'Ukraine, ni même de l'Ukraine occidentale. Le meilleur moyen, en revanche, de leur permettre d'exister, c'est d'agiter l'existence d'une nation ukrainienne qui serait antagoniste de la Russie, et par nature fasciste. Il est en outre

assez écoeurant de voir des nationalistes russes foncièrement antisémites, Alexandre Douguine par exemple, critiquer l'attitude des ukrainiens vis-à-vis des juifs. L'Ukraine n'est plus en réalité particulièrement antisémite, mais elle est massivement favorable à plus de démocratie à l'occidentale, et un certain nombre de ses dirigeants, et non des moindres, ont des origines juives, tels le nouveau Président Porochenko ou Eduard Gurvitz, l'ancien maire d'Odessa, pour ne pas mentionner Ioulia Tymochenko qui est née à Dnipropetrovsk dans un couple mixte juif et arménien.

II. S'ASSOCIER AVEC LA RUSSIE

A. La carte Poutine

Je crois qu'il faut essayer d'avoir un jugement équilibré au sujet de la crise ukrainienne : ceux qui en Russie jettent de l'huile sur le feu sont des irresponsables et des cyniques, mais ceux qui en Europe occidentale ont provoqué cette réaction et lui ont permis de se déployer sont également aveugles, et n'ont aucune perspective à offrir aux deux peuples qui s'affrontent.

Il existe toutefois une voie moyenne. Elle consiste paradoxalement à tout miser sur Poutine. Car Poutine, contrairement aux clichés, n'est ni un grand joueur d'échecs, ni un grand stratège. Et surtout le renversement de Ianoukovitch, au moment même où la Russie organise les Jeux de Sotchi, qui devaient proclamer son retour, et montrer un pays normal et

dynamique, met Poutine dans un état de faiblesse gravissime. On ne comprend pas bien, hors de Russie, que le type de pouvoir dont dispose Poutine ne pardonne pas l'échec. Khrouchtchev après Cuba, Gorbatchev après la chute du Mur, n'ont pas tenu plus de deux ans, le temps que ceux qui distribuent collectivement le pouvoir se mettent d'accord sur un successeur. Or si Poutine peut actuellement s'appuyer sur une coalition assez hétéroclite, mais qui est d'accord pour qu'il continue à diriger le pays, un échec comme celui du Maïdan fragilise sa position, à très brève échéance.

Poutine, fidèle à son caractère, a alors décidé de se battre, en commençant par la Crimée et il faut reconnaître que l'opération s'est parfaitement déroulée, sans une goutte de sang, grâce aux contingents de la base navale de Sébastopol et au fait que les russes de Crimée sont depuis longtemps excédés par les velléités annexionnistes de Kiev. L'objectif a ensuite été de reprendre le contrôle de l'Ukraine en imposant une fédéralisation, un éclatement du gouvernement national en des pouvoirs régionaux plus ou moins autonomes. Pour joindre le geste à la parole, Moscou a fomenté des débuts d'insurrection dans les régions les plus russes du pays. Le procédé est plus violent, et la réponse du pouvoir ukrainien est elle aussi, mais légitimement, violente. Le but toutefois n'est pas d'aller jusqu'à la sécession d'une partie de l'Ukraine. Il faut d'ailleurs noter que l'opération ne s'est pas très bien passée : dans l'est du pays, la majorité des russes d'Ukraine n'a pas bougé. Seules Donetsk et Lougansk se sont un peu insurgées, mais surtout du

fait des réservistes de l'armée et du GRU qui ont pris l'affaire en mains avec des chefs russes de l'autre côté de la frontière. Nous n'en sommes donc pas au point où étaient la Croatie et la Serbie en 1990. La situation est cependant sérieuse, et nous en sommes pour partie responsables par notre impéritie, en particulier celle d'une partie de la CIA, (je rappelle que Iatseniouk, le Premier Ministre provisoire, ancien bras droit de Ioulia Tymochenko, par ailleurs attesté comme membre de l'Eglise de scientologie, a des liens très forts avec les Etats-Unis) ainsi que celle de certains pays de l'Union européenne comme la Pologne. Le pire toutefois a été évité pour l'instant, grâce à Poutine, qui ne s'est pas laissé entraîner dans un conflit ouvert et généralisé. Poutine a en outre fait un geste fondamental. En effet, alors que la Russie considérait depuis le début que le gouvernement ukrainien issu des émeutes de Maïdan était illégitime, notamment pour avoir chassé in extremis Ianoukovitch par la force alors que celui-ci venait de signer un compromis avec les ministres de l'Union européenne, Porochenko a malgré cela été reconnu par Moscou comme un interlocuteur légitime et des élections libres et indiscutées ont pu se tenir sur 90 % du territoire.

Le personnage de Poutine peut bien être déplaisant, je crois donc, outre le fait qu'il n'a pas rétabli de dictature en Russie, qu'il n'en faut pas moins collaborer avec lui, plutôt que de le considérer comme un ennemi que l'on doit humilier sinon abattre.

B. Un allié dans les relations internationales

De plus, contrairement à l'image que peuvent véhiculer nos médias, la Russie n'est pas un élément perturbateur des relations internationales. Dans l'affaire des sanctions contre l'Iran, les russes n'ont pas saboté le processus, malgré la crise syrienne. Et en Syrie, où ils sont présents depuis toujours, ils ont soutenu Bachar el-Assad face à une insurrection qui était peut-être démocratique au départ, mais qui est surtout de nature jihadiste, et beaucoup de Français donnent maintenant raison en leur fort intérieur aux russes. Il n'est donc pas possible d'affirmer que la politique russe est déstabilisatrice. C'est nous qui sommes source de déstabilisation quand nous présentons les russes comme des adversaires alors que ce sont nos partenaires, avec qui nous avons beaucoup d'intérêts en commun. En Syrie, par exemple, les russes, qui connaissent le pays, ne sont pas nos ennemis. C'est ce que Poutine nous répète tous les jours, à raison : face aux islamismes politiques, qui sont extrêmement virulents, nous avons les mêmes intérêts que la Russie, à défaut d'avoir les mêmes analyses.

Il faudrait donc laisser à Poutine l'occasion de sauver la face après la fuite en avant ukrainienne qui, à mon avis, révèle plutôt une faiblesse de l'Etat russe en désarroi qu'une volonté annexionniste violente. Rapprocher l'Ukraine de la Russie et nous entendre avec les russes pour une coopération renforcée, cela à partir d'un noyau franco-allemand reconstitué, me semble un programme parfaitement acceptable. L'opinion allemande y est favorable, l'opinion française le sera aussi lorsqu'elle se sera affranchie des injonctions répétées de nos médias. Il

ne s'agit pas d'être complaisant à l'égard de Poutine et de sa propagande. Un certain nombre de russes sont dans un état d'exaltation patriotique tout à fait nuisible, mais je crois qu'ils vont à un moment ou à un autre se réveiller : l'alternative chinoise n'existe pas les chinois ont discrètement, mais explicitement, condamné l'annexion de la Crimée par Moscou , et la Russie ne peut pas se permettre de vivre en dehors de l'Europe ainsi que d'effrayer les investisseurs, alors que sa croissance est à peu près nulle depuis la fin de 2013.

CONCLUSION

La crise ukrainienne a révélé deux choses : l'impéritie totale de l'Europe en matière de politique étrangère, et l'irresponsabilité des russes, dont les rancœurs sont parfois fondées, mais aussi souvent exagérées.

Il n'est pas vrai en revanche que rien ne peut être fait. Toute cette affaire peut être dépassée, pourvu que l'Union européenne lie la normalisation de la situation ukrainienne à des propositions sérieuses de coopération avec la Russie. Cette position risque de ne pas être très populaire : elle passera aux yeux de certains comme beaucoup trop favorable à la Russie et à Poutine, et n'épargne pas non plus les responsables ukrainiens. Mais le bon médecin n'est pas celui qui flatte ses patients.

DÉBAT

Patrice Boudignon : *Quel regard portez-vous sur la société civile russe ?*

Alexandre Adler : La société russe a énormément progressé depuis dix ou quinze ans. La coopération de la Russie avec le reste du monde s'est améliorée et l'ouverture d'esprit des russes, notamment des responsables économiques et politiques, est bien meilleure qu'au moment de la chute du communisme. Les exemples sont nombreux : l'entente entre la Sberbank et la Société générale, qui se traduit par l'apparition de sigles de cette dernière sur les grandes artères de Moscou, l'utilisation du pas de tir de Kourou en Guyane avec des ingénieurs spatiaux russes sur place, la présence de musiciens comme Valeri Guerguiev ou Evgeny Kissine sur toutes les scènes du monde. Tout cela peut sembler banal, mais ce sont des changements très importants à l'échelle d'une génération. Un autre exemple frappant, pour qui a connu l'URSS, est la franchise des interlocuteurs. Ceux qui sont nés au début de la Perestroïka ont maintenant plus de 25 ans, et progressivement la majorité des russes n'a connu ni la police politique ni la propagande soviétique. Une grande partie de la population est pré-démocratique, c'est elle qui a manifesté contre Poutine, mais précisément parce que Poutine lui a permis d'exister, et elle arrivera à imposer un certain nombre d'améliorations. Ce qui reste de dictature en Russie, c'est la façon dont le pouvoir peut frapper les classes dirigeantes. Je note toutefois qu'un pays comme la

France est moins éloigné qu'on ne le croit de la Russie en ce domaine. Les privilégiés sont aussi l'objet de pressions importantes, de façon, bien sûr, moins terroristes qu'en Russie. Les oligarques russes sont par ailleurs loin d'être des enfants de chœur. Toujours est-il que le climat de l'entreprise et des libertés publiques en Russie est incomparable avec ce qu'il a été, bien que certains personnages en haut du pouvoir n'y soient pas encore acquis.

Katarina Cirodde : *Le fait que le G7 se soit tenu les 4 et 5 juin sans la Russie vous semble-t-il une mauvaise décision ? L'Union européenne doit-elle maintenir ou renforcer ses sanctions ?*

Alexandre Adler : Vous l'aurez compris, je pense non seulement que les sanctions ne doivent pas être renforcées, mais qu'il faudra les abandonner dès que la Russie acceptera de signer un accord intermédiaire sur la normalisation de l'Ukraine. Nous ne pouvons nous passer de l'aide de la Russie au chevet du malade ukrainien, dont la situation économique est dramatique. Les sanctions nous font donc perdre du temps. Mais les russes doivent aussi nous aider, nous donner deux ou trois satisfactions pour nous permettre de lever ces sanctions. En ce qui concerne le G7, la réponse est simple : ce Barnum ne sert plus à rien, l'indifférence de la Russie devant sa mise à l'écart le montre et va accélérer le déclin de cette institution. Le pilotage de l'économie mondiale ne peut se faire sans la Chine et un certain nombre de pays émergents comme le Brésil. Autrement dit, je souhaite un G20, qui n'aurait cependant qu'une

modeste fonction de concertation.

Philippe Jurgensen : *Tout le monde sera d'accord, je crois, pour reconnaître que Poutine est un patriote qui n'a pas oublié que l'URSS a perdu la guerre froide à cause de sa situation économique. Or la Russie est à nouveau menacée de stagnation, voire de déclin économique. Quelles sont alors les voies ouvertes à Poutine pour relancer l'économie russe et retrouver une puissance sans laquelle la Russie ne pourra rien faire ?*

Alexandre Adler : Lors de l'interview donnée sur TF1 le 4 juin, je pensais que Poutine allait mettre sur le compte de la crise ukrainienne les difficultés actuelles de l'économie russe. Il ne l'a pas fait, ce qui est positif, et montre qu'il a conscience que la Russie ne peut s'en sortir seule. L'économie russe souffre en effet d'un défaut d'investissement permanent et d'une dépendance à l'exportation des hydrocarbures, aujourd'hui menacée de tous les côtés. La Russie a besoin de se réindustrialiser. L'industrie russe est entrée en déshérence avec la fin de l'Union soviétique, et il est vital de la reconstruire, en partant de certains secteurs d'excellence comme l'industrie aéronautique. Cela devrait se faire en collaboration avec nous encore faudrait-il que le climat politique soit assaini. Paradoxalement, la crise ukrainienne pourrait peut-être permettre d'y arriver. Les crises servent à cela. Ainsi, malgré la guerre froide, une situation comparable à la crise de Cuba ne s'est jamais reproduite. De même, si nous en sortons, peut-être que le conflit actuel suscitera-t-il la volonté de ne plus jamais se retrouver dans une telle situation.

Jacques Legendre : *J'adhère à tout ce que vous avez dit quant à l'identité de l'Ukraine. Il suffit pour comprendre les ambiguïtés de cette région de lire La Garde blanche de Boulgakov. En ce qui concerne la situation actuelle, il me semble que la jeunesse ukrainienne a le désir de vivre dans un Etat correspondant aux standards occidentaux, en termes de vie démocratique. Elle a voulu chasser un pouvoir corrompu, qui manipulait les élections, et cette volonté je l'ai constatée non seulement à Kiev mais dans le reste du pays. Ce sentiment est très fort, même si l'Ukraine sait bien qu'elle ne pourra pas adhérer rapidement à l'Union européenne – il est important de ne pas laisser de doute sur ce point. Il me semble, par ailleurs, que les ukrainiens sont blessés par ce qu'ils considèrent comme une agression par un pays voisin. L'impression de s'être fait voler la Crimée, même si elle est excessive, est très répandue. Cela laisse des traces – un de nos diplomates là-bas disait que si l'Ukraine a perdu la Crimée, la Russie, elle, a perdu l'Ukraine. Que pensez-vous de cette formule ?*

Alexandre Adler : Je crains en effet que la circulation organisée à Moscou, qui se double d'une campagne insensée de propagande, finisse par coaguler chez les ukrainiens un sentiment nationaliste et anti-russe qui n'était absolument pas dominant auparavant. Je pense aussi que les revendications des ukrainiens sont bien plus des revendications pour plus de démocratie que des revendications nationalistes. Ce pays représente en effet la caricature de ce qu'a connu la Russie après la chute de l'Union soviétique. Car si la Russie a réussi, non sans mal, à reconstituer un Etat et une économie et à revenir sur la scène mondiale, l'Ukraine, elle, n'a toujours

pas de véritable Etat. Les oligarques n'ont pas été domptés comme Poutine a réussi à le faire, ils sont d'une malhonnêteté criante, achètent les élections, et la corruption est telle en Ukraine que les jeunes à Kiev hésitent à sortir le week-end en voiture de peur de se faire racketter par la police. Il est alors normal que les ukrainiens regardent vers l'Europe, surtout quand ils voient que les polonais, et même les lithuaniens, qui étaient plus pauvres qu'eux, voient leur sort s'améliorer. Mais ce sentiment ne devrait pas être anti-russe. C'est la raison pour laquelle nous devrions avoir des propositions à faire à l'Ukraine comme à la Russie, et ne pas donner l'impression que, pour nous, les russes ne sont que des barbares incapables de démocratie, tandis que les ukrainiens seraient eux devenus de parfaits démocrates. Car si les aspirations démocratiques ukrainiennes existent à présent sous une forme majoritaire, l'Ukraine n'était certainement pas la région la plus avancée de l'ancienne URSS dans ce domaine avant le déclenchement de la Perestroïka. Bien entendu, la jeunesse adhère massivement à cette idée démocratique, mais c'est aussi le cas de nombreux russes, avec cette différence que la personne de Poutine est devenue source de division entre une minorité libérale qui en a fait sa cible et des plus modérés qui tout en affirmant qu'il est loin d'être parfait, voient encore en lui un rempart contre le fascisme russe, ce que je crois vrai.

Votre diagnostic me semble donc correct, mais ce n'est pas une fatalité. D'un côté, la Russie et nous pourrions l'y aider devrait maintenir des tarifs normaux pour le gaz ou certains produits ukrainiens importés, au lieu de les doubler de façon à mettre

le gouvernement ukrainien en grande difficulté, ce qui évidemment exaspère les ukrainiens. Mais inversement l'Ukraine peut faire des progrès en matière de décentralisation, qui correspondraient d'ailleurs à l'hétérogénéité réelle de son territoire et de sa population. Ceci apaiserait les russes et pourrait détendre la situation. De toutes les manières, il faut gérer de façon responsable ce dossier, avec des gens qui en connaissent les données. Or cela manque cruellement en Europe.

Henri Cukierman : *Avant que n'éclate la crise politique de cet hiver le principal problème pour l'Ukraine était d'ordre financier, avec le besoin urgent de trouver une trentaine de milliards d'euros environ. Le FMI a promis de débloquer une aide, mais son montant est sensiblement plus faible. Qui va donc avancer le reste de la somme ? Par ailleurs, les russes peuvent-ils aider à mettre en place une solution intelligente au Moyen-Orient, notamment en Syrie ou relativement à l'Iran ?*

Alexandre Adler : En ce qui concerne l'Iran, les russes ont continué à jouer le jeu. C'est évidemment leur intérêt bien compris de ne pas avoir comme voisin une puissance nucléaire comme l'Iran, mais je me félicite néanmoins qu'ils aient continué à maintenir le dialogue avec la communauté occidentale sur ce point. Pour le reste, comment sortir de cette affaire ? A court-terme, des crédits ont été débloqués, le FMI va apporter une aide, mais il est évident que la reconstruction de l'économie ukrainienne est une affaire de plus longue haleine, qui suppose des prêts et des interventions, qui ne peuvent pas être

.....

sans contreparties. Il existe beaucoup de propos démagogiques sur l'Ukraine, qui serait en train de devenir selon certains dirigeants russes une nouvelle Grèce sur les bras de l'Union européenne, et un certain nombre de nationalistes russes espèrent que cela aboutira à un rejet de l'Europe par l'opinion ukrainienne. Les choses sont évidemment plus compliquées, mais je souhaite me projeter à l'étape suivante : imaginons une vraie normalisation des rapports entre la Russie et l'Europe, et la mise en place d'une coopération. Russes et européens pourraient alors s'associer pour apporter à l'Ukraine l'aide dont elle a manifestement besoin. J'ai même ma petite idée à ce sujet : l'Ukraine a été le cœur de l'industrie aéronautique soviétique. C'était là que se trouvaient les ateliers MIG ou Antonov. Or cette industrie est aujourd'hui au point mort. Pourquoi ne pas imaginer, puisqu'il y a aujourd'hui un objectif de « ré-industrialisation » dans tout le monde développé, que les infrastructures sont là, que les gens sont formés, qu'il y a une jeunesse ukrainienne diplômée qui ne trouve pas de travail, pourquoi donc ne pas imaginer que la Russie investisse avec Airbus pour redonner ses chances à l'industrie aéronautique ukrainienne ? Cela pourrait même ensuite s'étendre aux chantiers navals. En fin de compte, pourquoi ne pas créer les bases d'un tissu industriel russo-euro-ukrainien, en faisant de ce pays, qui a des aptitudes en ce domaine de longue date, non pas un pion à utiliser contre les autres, mais un partenaire au sein d'une coopération. Tout cela paraît certainement assez naïf, mais c'est certainement moins absurde que la situation que nous traversons.

Jean-Claude Allard : Pouvez-vous élargir votre analyse à la politique étrangère de la Russie en général, notamment en ce qui concerne le Proche-Orient et ce que l'on pourrait qualifier d'« axe des non-alignés » au sein du G20 ?

Alexandre Adler : Je pense que toute la politique étrangère russe actuelle est absurde. Mais je plaide pour les circonstances atténuantes. Cette politique est le résultat d'un *containment* et d'un rejet de la Russie qui n'a pas de sens. Avant que les russes ne soient amenés à constituer une soi-disant alternative reposant sur une espèce de syndicat des mécontents, avec une alliance organique avec la Chine, la réorientation vers le monde chiite au Proche-Orient, la tentative de faire partie d'une espèce d'organisation des pays émergents avec une nuance anti-américaine, les ventes d'armes au Venezuela de Chavez etc. La Russie avait fait preuve de bonne volonté. Je rappelle qu'au lendemain du 11 septembre 2001, Moscou a fait retentir les sirènes évocatrices de la guerre anti-nazis de 1941. Poutine a voulu saluer les Etats-Unis avec une solennité que nous n'avons pas eue en France. La stratégie russe me semble donc encore totalement malléable, encore faut-il que nous les y aidions, d'autant plus que seule l'Europe est en position d'aider la Russie à reprendre sa place dans toutes les instances internationales. Nous pourrions nous inspirer de ce qu'ont fait André Tardieu, Pierre Cot ou Louis Barthou qui ont compris au début des années 1930, notamment parce qu'il y avait de bons services de renseignements français à l'époque, que l'alliance allemande, signée par les russes en 1922 au moment

des accords de Rapallo contre les vainqueurs de 1914, commençait à inquiéter, à Moscou, et qu'il y avait un timide début d'ouverture vers la France. La France a joué à fond cette carte et nous avons eu une alliance franco-russe dès 1935 que nous avons ensuite laissé filer. Je crois que nous devrions nous en inspirer : proposons aux russes quelque chose et soyons constructifs. Si nous les traitons plus bas que terre et qu'on les isole du reste du monde, il ne faut pas s'étonner, après cela, d'avoir à gérer de gros problèmes qui sont en plus sans intérêt et qui nous font perdre à nous comme aux russes un temps précieux, au moment où les Etats-Unis reprennent l'ascendant technologique et que la Chine essaye à marche forcée de devenir la première économie mondiale.

Alain Caudrelier : *Pouvez-vous expliquer les motivations des vetos successifs de la Russie à l'ONU sur la question syrienne ?*

Alexandre Adler : La Syrie a été la fierté de l'Empire soviétique. Les liens entre les élites dirigeantes étaient très forts, et la communauté arménienne de Syrie a toujours été un pont avec la Russie. Les échanges entre les deux pays ont créé une véritable minorité nationale russo-syrienne : il y a 350 000 enfants nés de couples russo-syriens en Syrie, qui parlent parfaitement le russe. La Russie, après la France, a ainsi été le vecteur d'occidentalisation de la Syrie. En conséquence, de la même manière que notre diplomatie au Proche-Orient est profondément marquée par l'existence d'une communauté

chrétienne francophone au Liban, à laquelle nous tenons comme à la prunelle de nos yeux, de la même manière les russes se sont identifiés à cet Etat syrien, avec tous ses défauts. Quand la crise syrienne a explosé, les russes n'ont donc pas eu la même attitude que les occidentaux, et ne se sont pas imaginés que la situation était identique à celle de la Libye. Dans un cas il s'agissait d'un Etat de bric et de broc dirigé par un tyran mentalement déséquilibré, tandis que, dans l'autre cas, le pouvoir est toujours soutenu par plusieurs communautés : les minorités alaouite, chrétienne et druze ainsi que la bourgeoisie sunnite de Damas et d'Alep qui ne veut pas entendre parler d'une prise de pouvoir par les Frères musulmans, à ce jour le seul véritable parti d'opposition. La diplomatie occidentale, européenne en particulier, a mis du temps à comprendre cela et à demander aux russes, puisqu'ils sont présents et écoutés par Assad, de le faire bouger. Nous sommes aujourd'hui au point mort, notamment en raison de la crise ukrainienne. A mon avis, bien qu'on ne puisse absolument pas admettre le degré de violence auquel le régime de Bachar el-Assad s'est livré contre les populations, nous ne devons en aucun cas consentir à une prise de pouvoir par les Frères musulmans alliés aux djihadistes, et par une coalition montée par et depuis le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie d'Erdogan, à la place du gouvernement actuel : ce serait immédiatement la porte ouverte à la guerre. Même si nous ne sommes pas d'accord avec eux, nous avons donc les mêmes intérêts que les russes, et nous avons besoin d'eux pour trouver un cessez-le-feu, et ensuite une solution politique, avec probablement une partition provisoire du territoire, qui empêchera

le sang de couler davantage et permettra un début de reconstruction.

Jean-Pierre Chevènement : *Je vous sais gré de redresser les perceptions caricaturales de la Russie et de la crise ukrainienne véhiculées par nos médias. Je constate que l'Europe n'a pas été capable de gérer une telle crise. Il n'y a aucun contrôle politique des grands pays européens sur ce que fait le Commissaire européen à l'élargissement, qui a négocié un accord d'association prévoyant d'accorder à l'Ukraine 571 millions de dollars alors que les russes promettaient d'en donner 15 milliards. Cet accord prévoyait en outre la mise aux normes en vue de la concurrence en négligeant totalement le fait que les économies russes et ukrainiennes sont très intriquées. L'Europe a annoncé maintenant que pour soutenir l'Ukraine, elle allait verser 11 milliards, le FMI, 17 milliards, et les Etats-Unis 1 milliard. Cela ne fait pas encore les 35 milliards dont l'Ukraine aura besoin d'ici la fin de 2015. Et ce n'est qu'un début, car l'Ukraine est un pays profondément endetté, son économie est à restructurer. Il y aurait beaucoup à dire aussi sur l'Ukraine : c'est un pays sans tradition d'Etat, déchiré entre factions pro-occidentales et pro-orientales, aux mains d'oligarques, comme la Russie l'a été, sauf que la Russie dispose, elle, d'une tradition d'Etat, avec laquelle Poutine a renoué. Il faut bien comprendre que le but de ce dernier n'est pas de reconstituer l'Empire soviétique. Son objectif a été de reconstituer un Etat en Russie, de moderniser le pays et d'en faire à nouveau un pays respecté. Je souhaiterais préciser, enfin, qu'un accord a été passé à Genève le 17 avril, qui prévoit notamment un dialogue national entre le pouvoir de Kiev et les régions*

russophones. Or il n'est jamais mentionné dans la presse que ni M. Iatseniouk, ni M. Porochenko n'ont fait l'effort de nouer ce dialogue qui est la condition d'une solution politique. On ne peut pas traiter par une opération anti-terroriste un dialogue qui mérite d'être institué. La solution passe probablement par une régionalisation, une neutralisation à l'autrichienne, un arrêt des provocations

comme par exemple l'idée d'une extension de l'OTAN et enfin une mise à niveau de l'Ukraine, qui coûtera cher et à laquelle la Russie devra contribuer en faisant des prix du gaz plus bas. Nous avons besoin d'un pays entre l'Asie et l'Europe, et mieux vaut la Russie que l'Islamisme. L'Enfer est pavé de bonnes intentions; je plaide pour une approche réaliste.

Alexandre Adler : Je suis entièrement d'accord, à ce détail près : l'argumentation que vous venez de développer n'est pas seulement réaliste, elle est aussi idéaliste... J'ai du mal à saisir ce qu'il y a de si élevé à vouloir installer l'OTAN à Kiev, et de mesquinement réaliste à vouloir constituer une union entre la Russie et l'Europe. Je crois qu'à un moment donné l'Allemagne et la France reprendront leur marche en avant, reprendront l'idée d'une union politique de l'Europe, et une fois que l'Allemagne et la France auront réussi à se remettre d'accord sur les objectifs à long terme, rien ne serait, non seulement plus noble mais aussi plus profitable pour les européens que de recréer avec la Russie, qui est évidemment une puissance européenne, les bases d'une alliance qui les mettrait au-devant de la scène mondiale. Je pense par exemple à la suite des cerveaux. La Russie a toujours disposé d'excellents mathématiciens, physiciens, ou ingénieurs. Or maintenant que la

frontière est ouverte, les cerveaux fuient, par exemple en Iran pour le nucléaire, ou bien évidemment aux Etats-Unis je rappelle que Sergeï Brin, le cofondateur de Google, l'un des signes les plus manifestes de la domination américaine sur la modernité, est un mathématicien d'origine russe, dont le père était lui-même un mathématicien, a émigré avec sa famille aux Etats-Unis en 1979. Pourquoi tous ces jeunes talents russes ne viennent-ils pas en France ou en Europe ? Tout simplement parce que nous n'avons pas une politique d'une ampleur suffisante.

Christophe Pélissié : *Vous avez rappelé le manque d'anticipation, voire le caractère inefficace de la diplomatie européenne. Que pourrait-on modifier dans les institutions européennes pour ne pas retomber dans les mêmes travers ?*

Alexandre Adler : Il me semble qu'avec l'élargissement, nous avons créé les conditions au moins de dessaisir la Commission d'un certain nombre de problèmes qui ne la concernent pas ou la dépassent. Jean-Pierre Chevènement a fait allusion à la manière dont le Commissaire à l'élargissement a finalement mis les choses bout à bout dans une espèce d'automatisme sans esprit de telle sorte qu'on est arrivé à la crise. Il est évident que cette question de l'élargissement et de la coopération aurait dû être traitée au Conseil des ministres, et il est évident que le Conseil des ministres lui-même est un organisme de transition qui doit aboutir à un gouvernement homogène de la zone euro, c'est-à-dire à un couple franco-allemand élargi à des partenaires fiables,

dont bien sûr l'Italie, l'Espagne et les Pays-Bas. Les décideurs ne doivent pas être une bande de technocrates souvent insuffisamment formés, mais des politiques d'expérience, qui apportent quelque chose d'irremplaçable : la densité, l'épaisseur, que donne l'expérience d'une politique nationale. Car si rien n'est pire qu'une politique nationale aveugle, rien n'est pire encore que l'abolition de tout ce que les nations ont accumulé comme expérience au profit d'organismes technocratiques qui ne comprennent rien. Il faut faire avancer l'Europe, mais vers une Europe où les nations apportent ce qu'elles ont de meilleur.

Georges Jehel : *J'ai beaucoup apprécié le regard d'historien que vous avez porté sur la question. Vous vous êtes arrêté au XVIII^e siècle, vous auriez pu remonter jusqu'au Moyen Age et au rôle de Kiev dans la diffusion du christianisme dans le monde russe. Mais je souhaiterais surtout que vous développiez deux points, que vous avez peut-être minimisés dans votre exposé. Premièrement, le rôle des Etats-Unis, notamment pendant la révolution orange. Ensuite, la situation démographique de la Russie : celle-ci est inquiétante. Pensez-vous qu'un redressement est possible, ce qui pourrait changer bien des choses, sur le plan notamment de la consommation et de la production ?*

Alexandre Adler : La démographie russe est en effet inquiétante, elle est d'ailleurs pire en Ukraine, mais elle est en voie d'amélioration. La Russie a connu une situation, au tournant des années 1990 où les femmes russes ne concevaient plus d'enfants. Nous n'en sommes plus tout à fait là. Mais bien entendu,

plus la situation économique et les perspectives d'avenir pour la jeune génération s'amélioreront, plus il sera possible d'envisager un repeuplement de la Russie. Pour répondre à votre seconde question, c'est l'une des grandes tragédies de la Russie : si la grande place de Kiev s'appelle le Maïdan, qui est un mot turco-iranien, c'est parce que Kiev est tombée sous la coupe des Mongols la partie la plus riche, la plus développée de la Russie était la principauté de Kiev, mais celle-ci était beaucoup trop exposée aux invasions, et c'est donc dans les forêts du nord, là où le paysan russe a pu survivre de façon beaucoup plus efficace, que s'est bâti un Etat, lequel s'est donné justement pour modèle des despotismes asiatiques qu'il combattait. Le résultat est qu'il a fallu attendre le XVIII^e siècle pour que les russes reviennent en Ukraine arracher ces territoires à l'Empire ottoman d'un côté, à la Pologne de l'autre, et ceci avec le consentement d'une majorité d'ukrainiens. Je dois dire par ailleurs que comme juif russe j'ai une vision assez nuancée de cette période puisque Bogdan Khmelnytsky, le chef cosaque qui s'est rallié à l'Empire, a été un « pogromeur » d'une ampleur extraordinaire. Mais enfin Bogdan Khmelnytsky, c'est une chose, la rencontre de la Russie et de l'Ukraine en est une autre, et elle est largement irréversible. J'ai connu des gens qui prétendent que Gogol n'était pas un écrivain russe, ou qu'il ne l'a été que sous la contrainte, car il voulait en fait écrire en ukrainien. C'est une parfaite sottise. L'histoire de ces deux pays est intimement liée, et seule la catastrophe des invasions mongoles qui a retiré le monde russe du monde européen pour quelques siècles, explique l'existence de ces deux centres du même peuple

« slave de l'Est ». Etymologiquement, « Ukraine », c'est la périphérie, car le centre de la Russie, pour des raisons historiques imprévues, s'est déplacé de Kiev à Moscou. L'Ukraine a en revanche gardé une plus grande ouverture à la liberté, à l'Occident : le modèle ukrainien, c'est le cosaque, le paysan libre sur sa terre, qui ne doit que le service militaire et ne se laisse pas dicter facilement ce qu'il a à faire. Cela ne suffit pas à faire de l'Ukraine une nation, mais cela y apporte une nuance, de même qu'en France les méridionaux sont toujours plus marqués par le droit romain et la vie urbaine.

Philippe Herzog : *Ma question porte sur le Royaume-Uni. Les Britanniques m'ont semblé adhérer étroitement à la position américaine dans l'affaire ukrainienne. Cela pose la question d'une éventuelle sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Ce choix pourrait nous coûter cher – nous devrions plutôt procéder de façon diplomatique et envisager, comme vous l'avez mentionné au sujet de l'Ukraine, de la Russie, ou du couple franco-allemand, différents niveaux d'union. Pourriez-vous donc nous donner un aperçu de ce que pourrait être une Union européenne différenciée ?*

Alexandre Adler : On a avec British Aerospace une simulation en grandeur nature de ce qui attend le Royaume-Uni. Au tournant des années 2000, l'entreprise s'américanise, et se concentre sur le marché de la défense américain. British Aerospace conquiert alors un certain nombre de contrats américains, ceux dont les grandes entreprises américaines ne veulent pas. Ils fabriquent ainsi des chars, et font un peu de

réparation navale. Mais à la première réduction des budgets militaires à Washington, c'est évidemment British Aerospace qui est écartée. La société est en quasi faillite, et elle vient frapper à la porte d'EADS, mais avec des demandes déraisonnables, et les allemands refusent. Conséquence : les britanniques se retrouvent avec une entreprise nationale sans marché national, parce qu'elle n'a pas voulu faire le choix de l'Europe, avec des illusions ridicules quant à leur insertion dans le marché américain. Les anglais s'imaginent encore que l'Amérique est l'allié organique du Royaume-Uni, et pensent que la mauvaise passe actuelle est due à Obama, dont le grand-père était au Kenya un sympathisant des Mau-Mau, insurgés très hostiles à l'Angleterre. C'est une illusion anecdotique. L'indifférence pour l'alliance anglaise va en Amérique bien au-delà d'Obama. Il faut donc être patient avec les anglais, les laisser décanter tout cela. A la différence de certains allemands, je suis partisan de leur laisser la porte entrouverte autrement dit, de transformer leur participation à l'Europe en un accord d'association, en conservant les coopérations militaires et technologiques existantes, et en gardant des liens pour l'Angleterre avec l'Europe, qui ne font que se développer naturellement. Ajoutons que les anglais ont autant d'intérêt que nous à maintenir de bonnes relations avec la Russie. L'idée que l'Angleterre veut tirer l'Europe vers l'Occident, le grand large, tandis que la France et l'Allemagne regardent plutôt du côté de la Russie est évidemment dépassée : les oligarques russes envoient leurs enfants dans les *public schools* anglaises, subventionnent les clubs de football anglais et s'intéressent activement à

la vie d'un pays qu'ils considèrent comme plus ouvert à leurs initiatives, moins regardant quand ils viennent avec des valises de billets... Je dirais pour conclure que l'Angleterre est en train de plus en plus de devenir un pays européen, et que l'opinion à Londres va finir par le comprendre. Il faut donc faire preuve de patience, même, si pendant ce temps, les anglais vont rester des partenaires difficiles, avec des séparatistes écossais, des indépendantistes, et des anti-européens à gérer.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les publications de l’Institut Diderot

Dans la même collection

L’avenir de l’automobile
Louis Schweitzer

L’avenir des nanotechnologies
Etienne Klein

L’avenir de la croissance
Bernard Stiegler

L’avenir de la régénération cérébrale
Alain Prochiantz

L’avenir de l’Europe
Franck Debié

L’avenir de la cybersécurité
Nicolas Arpagian

L’avenir de la population française
François Héran

L’avenir de la cancérologie
François Goldwasser

L’avenir de la prédiction
Henri Atlan

L’avenir de l’aménagement des territoires
Jérôme Monod

L’avenir de la démocratie
Dominique Schnapper

L’avenir du capitalisme
Bernard Maris

L’avenir de la dépendance
Florence Lustman

L’avenir de l’alimentation
Marion Guillou

L'avenir des humanités dans l'entreprise
Jean-François Pradeau

L'avenir des villes
Thierry Paquot

L'avenir du droit international
Monique Chemillier-Gendreau

L'avenir de la famille
Boris Cyrulnik

L'avenir du populisme
Dominique Reynié

L'avenir de la puissance chinoise
Jean-Luc Domenach

L'avenir de l'économie sociale
Jean-Claude Seys

L'avenir de l'hôpital public
Bernard Granger

L'avenir de la guerre
Rony Brauman & Henri Bentégeat

L'avenir de la vie privée dans la société numérique
Alex Türk

L'avenir de la politique industrielle française
Louis Gallois

L'avenir de la politique énergétique française
Pierre Papon

L'avenir du pétrole
Claude Mandil

L'avenir de l'euro et de la BCE
Henri Guaino & Denis Kessler

L'avenir de la propriété intellectuelle
Denis Olivennes

L'avenir du travail
Dominique Méda

L'avenir de l'anti-science
Alexandre Moatti

L'avenir du logement
Olivier Mitterand

L'avenir de la mondialisation
Jean-Pierre Chevènement

L'avenir de la lutte contre la pauvreté
François Chérèque

L'avenir du climat
Jean Jouzel

Les Notes de l’Institut Diderot

L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert
Emmanuel Halais

Le futur de la procréation
Pascal Nouvel

La République à l'épreuve du communautarisme
Eric Keslassy

Proposition pour la Chine
Pierre-Louis Ménard

L'habitat en utopie
Thierry Paquot

Une Assemblée nationale plus représentative
Eric Keslassy

Sur le service civique
Jean-Pierre Gualezzi

Où va l'Égypte ?
Ismail Serageldin

Sur le service civique
Jean-Pierre Gualezzi

La recherche en France et en Allemagne
Michèle Vallenthini

Les Dîners de l’Institut Diderot

La Prospective, de demain à aujourd’hui

Nathalie Kosciusko-Morizet

Politique de santé : répondre aux défis de demain

Claude Evin

La réforme de la santé aux États-Unis :

quels enseignements pour l’assurance maladie française ?

Victor Rodwin

La question du médicament

Philippe Even

La décision en droit de santé

Didier Truchet

Les entretiens de l’Institut Diderot

L’avenir du progrès

(Actes des Entretiens 2011)

L'avenir de la nouvelle Russie

Dans « L'avenir de la nouvelle Russie », Alexandre Adler n'esquive aucun des aspects de la « crise ukrainienne » qui est venue donner à son propos une très brûlante actualité. Il analyse, il juge et prend position. L'Ukraine, c'est le cœur de la Russie, la nation ukrainienne n'existe pas, pas plus qu'une supposée identité linguistique ou religieuse véritablement propre. L'Ukraine a partagé toutes les épreuves historiques du peuple russe. Il est donc faux de voir soudain ce pays comme un repaire de nazis et de nationalistes.

Selon Alexandre Adler, c'est de la capacité de l'Europe à nouer des liens positifs avec la Russie, « puissance européenne » comme le rappelait Diderot en son temps, que dépend l'avenir des uns et des autres. Face aux islamistes virulents, nous avons les mêmes intérêts que la Russie. Attachons-nous donc à des projets communs concrets comme la ré-industrialisation de nos pays, imaginons une véritable normalisation des rapports entre la Russie et l'Europe. C'est la face du monde qui pourra s'éclairer d'un jour nouveau, en Europe d'abord, mais en Syrie aussi et dans tout le Moyen-Orient. Les responsables politiques et économiques des États-Unis le savent bien, et le redoutent. Ils y perdraient leur hégémonie mondiale.

L'Union soviétique est désormais bien loin de nous ! Il serait grave de donner à la Russie de demain le sentiment que, après un quart de siècle, nous ne nous en sommes pas encore aperçus...

Dominique LECOURT
Directeur général de l'Institut Diderot



“

directeur scientifique de la chaire de géopolitique de l'Université Paris-Dauphine, éditorialiste au Figaro et à Europe 1.

Alexandre ADLER

La présente publication ne peut être vendue

D
INSTITUT
DIDEROT

FONDS DE DOTATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE REGI PAR LA LOI N°2008-776 DU 4 AOUT 2008 - SIRET N° 513 746 651 00019
11, place des 5 martyrs du lycée Buffon 75014 Paris / T. +33 (0)1 53 10 65 60 / F. +33 (0)1 53 10 65 36
contact@institutdiderot.fr / www.institutdiderot.fr

ISBN 979-10-93704-06-7



9 791093 704067